

LUTTE DE CLASSE

POUR le POUVOIR des TRAVAILLEURS

NOVEMBRE 1965.

AUX URNES, CITOYENS

Depuis belle lurette, les militants révolutionnaires authentiques ont démystifié le système électoral. Il est alors piquant de voir ces mêmes partis de gauche qui se sont approprié les grandes dates du mouvement ouvrier placer pour une fois au second plan leurs querelles doctrinales pour soutenir avec un bel ensemble la candidature de François MITTERRAND. Et de prétendre en effet que l'on doit attendre de son éventuelle élection un changement complet de politique, avec l'avènement de cette "ère de démocratie et de progrès social" dont on nous a si souvent rebattu les oreilles: auraient-ils donc oublié que le capitalisme n'est pas réformable, que donc un homme quel qu'il soit ne saurait imposer une politique et que le futur président, qu'il s'appelle de GAULLE ou MITTERRAND, ne pourra jamais agir qu'en fonction de la situation économique présente? C'est la domination du grand capital, non le Président de la République, qui impose aux travailleurs une productivité accrue afin de rendre l'industrie plus compétitive: son action lui est donc nécessairement dictée par les capitalistes et par une "conjoncture internationale" qui

découle du rapport de forces entre les travailleurs et ceux qui les exploitent. Il est évident, dans ces conditions, que non seulement MITTERRAND mais même un authentique révolutionnaire, une fois élu Président, serait amené à poursuivre une politique réactionnaire, de la même façon que de GAULLE, de la même façon que le "socialiste" Guy MOLLET qui demandait les pleins pouvoirs pour mieux soutenir le colonialisme en Algérie, à une époque où la classe ouvrière française se montrait particulièrement docile et indifférente. Dans ces conditions, on se demande bien comment MITTERRAND pourrait reconvertir la force de frappe, ou rénover les structures de l'enseignement (par exemple) tant que l'économie capitaliste ne l'exigera pas. En fait, aucun président ne pourra mener une politique ouvrière tant que les travailleurs eux-mêmes ne se montreront pas capables d'arracher le pouvoir aux capitalistes: il est donc clair qu'un président élu selon des modalités imposées par la bourgeoisie - elle a fixé elle-même les règles du jeu - ne peut que mener la politique de la bourgeoisie dont il est devenu le représentant.

Tout cela est bien vrai, dirait-on, mais, même s'il ne faut pas se faire d'illusions sur la nature du scru-

tin du 5 décembre, ne pourra-t-il pas être cependant efficace, dans la mesure où il ouvrira la voie à de nouvelles méthodes et à une participation plus grande des travailleurs à la vie politique? Outre le fait que le procès de notre gauche n'est plus à faire, il faut voir comment on en vient à ressusciter, au nom de cette participation, le... .. parlementarisme, en appelant avec une joyeuse ferveur "tous les républicains soucieux de l'avenir de la France à s'unir pour préparer l'avènement d'un régime démocratique nouveau qui permettra d'assurer la stabilité gouvernementale dans le respect de la démocratie".

Démocratie parlementaire: les grands mots sont lâchés, comme aux plus beaux temps de la quatrième République; pourtant les travailleurs n'ont pas l'air de savoir que leurs conditions de vie ont changé d'une République à l'autre. Bien sûr, on n'avait pas toujours le même Gouvernement: c'était en fait un spectacle de marionnettes que l'on voulait nous rendre passionnant mais qui ne nous concernait pas.

Mais ce qui importait c'était le fait que restent en place les mêmes patrons et les mêmes flics dont il n'était jamais question.

Car il n'y a qu'un problème, qui est celui de l'Etat capitaliste; qu'un rapport de forces, celui qui s'établit entre cet Etat et les travailleurs. Tant que la classe ouvrière n'est pas au pouvoir, les élections ne sont qu'un hochet destiné à faire oublier à chacun de nous la domination de la bourgeoisie et la toute puissance de l'Etat bourgeois. L'octroi du suffrage universel lui-même, au moment où la bourgeoisie accaparait à son profit les bénéfices de la Révolution de 1789 ne fut pour elle qu'un risque, de loin pré-

férable à la lutte ouverte, avec cet immense avantage que les travailleurs étaient ainsi amenés à se placer sur le plan de la bourgeoisie qui avait elle-même fixé les règles du jeu.

Ainsi, le système parlementaire ou le système présidentiel ne sont que deux conceptions sur lesquelles se heurtent entre elles deux fractions de la bourgeoisie elle-même. Elles ne concernent en rien les travailleurs, puisque, dans un cas comme dans l'autre on ne fait que leur demander de donner une caution au régime qui assure leur asservissement.

Quelle différence, en effet, entre un député et un président, quand l'un comme l'autre ont été élus pour un certain nombre d'années, sur de belles promesses plus ou moins interchangeables d'un candidat à l'autre - et sur des programmes ne mettant jamais en cause l'exploitation capitaliste? Croire à la vertu d'une quelconque élection, dans ces conditions (et alors que l'électeur n'a aucun droit de regard sur la politique suivie par son élu), c'est donner au système capitaliste l'alibi qu'il attend de nous pour se maintenir: c'est tomber la tête la première dans le piège fondamental des exploités qui consiste à offrir un semblant de pouvoir de décision alors que le jeu est déjà joué avec des cartes truquées.

En fait, il faut comprendre que l'organisation ouvrière et la démocratie réelle sont exactement le contraire de ces simulacres bouffons. Cette grotesque foire aux candidats, non seulement n'a aucun rapport avec un travail de classe mais en outre détourne les travailleurs de l'essentiel: la revendication quotidienne sur les lieux de la production.

Il faudra la remplacer un jour par une démocratie véritable dans laquelle les délégués des travailleurs seront élus par leurs camarades qui les côtoient chaque jour, mandatés sur des

points précis, et révoquables à tout moment. Ils ne seront pas des professionnels de la politique, comme tous les pantins grassement rétribués qui se succèdent au Parlement, mais des travailleurs comme les autres, aux prises avec les mêmes problèmes et les mêmes responsabilités. Ce n'est certes pas par l'élection de bureaucrates que s'instaurera une société socialiste: jamais le pouvoir d'une classe n'a été conquis de cette façon. On est donc loin des pratiques électorales actuelles qui semblent passionner l'opinion à la manière du tiercé du dimanche.

Tout au contraire, la seule politique ouvrière est à rechercher dans l'organisation des travailleurs eux-mêmes. Que ce soit pour notre défense ou pour l'organisation future de la société, le problème qui se pose à nous, travailleurs, est en effet le même: c'est par notre organisation autonome, en dehors des bureaucraties syndicales qui "veillent" à notre défense et à notre avenir que nous pourrons assurer la lutte efficace contre le capitalisme, dans les formes et selon les principes qui préfigurent ceux d'une société sans exploitation.

Révisionnisme

à Moscou et à Pékin

Il semble généralement admis, à tort ou à raison, qu'un régime socialiste implique l'égalité de tous, l'abolition de l'autoritarisme et la disparition des sentiments nationalistes et militaristes. Or, la lecture des journaux bourgeois suffit à ébranler le mythe du "socialisme" sino-soviétique, si vivace parmi les travailleurs occidentaux qui s'intéressent, comme on dit, à la politique.

A MOSCOU, une vaste opération de contrôle des Jeunesses Communistes permet de récupérer les "tièdes" à l'occasion de convocations suivies d'entretiens person-

nels de chaque membre avec son chef.

Voici que KROUTCHEV est responsable de leur appétit matériel et qu'il a honteusement camouflé la gloire du passé stalinien.

D'après les nouveaux dirigeants, il faut redonner aux jeunes un "idéal". Cet idéal consiste apparemment à travailler à des cadences stakhanovistes pour le plus bas salaire compatible avec les "nécessités du plan" ou de la "situation économique". Il faut aussi leur inculquer l'amour des armes et des militaires; l'obéissance aux ordres, alliée au respect des Anciens (Staline, par exemple, qui a été injustement ac-

cusé de tous les crimes) et à un juste sentiment national, doit permettre aux jeunes de lutter efficacement pour le "communisme".

Mais qu'est-ce que l'U.R.S.S. aujourd'hui? Un pays qui demande aux jeunes, et aux autres, de se sacrifier pour un avenir rose, depuis 50 ans. Travaillez, faites la guerre, respectez les tabous, nous nous occupons du reste. N'est-ce pas exactement le langage, et la pratique, des régimes fascistes, nationalistes et "socialistes" eux aussi?

A PEKIN, le son de cloche est un peu différent; l'heure est à la compréhension, à la souplesse, au compromis. On reconnaît que les restaurants de luxe, les jupes courtes et le coiffeur ne sont pas forcément des signes d'embourgeoisement. Il est inévitable et même nécessaire (bientôt sans doute indispensable) qu'il existe des inégalités sociales; le repos de huit heures est normal pour la reconstitution de la force de travail (si on se met maintenant à traiter les hommes aussi bien que les machines, tous les espoirs sont permis). Un journal chinois reconnaît que les heures supplémentaires ne sont sûrement pas faites par enthousiasme et qu'il faut les payer.

On reconnaît donc à peu près officiellement qu'il existe en Chine un régime qui a tendance à ressembler de plus en plus à tous les autres: inégalité sociale, classe de travailleurs qui travaillent non par plaisir mais pour être payée, consommation de luxe des privilégiés (justement les bureaucrates qui font semblant de croire que les ouvriers travaillent par idéal communiste).

Parallèlement, le régime s'appuie sur les paysans pauvres pour résister aux agriculteurs moyens qui réclament la distribution des récoltes; la conquête des terres vierges est proposée comme idéal à la jeunesse. Tout cela est destiné à accroître la puissance de l'Etat, qui a, lui, des obligations internationales: il doit exporter. Les paysans mangeront plus tard, quand les caisses de l'Etat seront pleines.

Pauvre jeunesse russe et chinoise. D'un côté on lui propose comme idéal le respect des anciens, le drapeau, la nation et le sacrifice de sa peau; de l'autre, l'émigration sur des sols pénibles, pour le plus grand bien de la communauté. Les jeunes refuseront-ils de se

.../...

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de chefaillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaires des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : **Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX^e.**